



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 20 – 21 mai 2021

En bref

Régional : le Sommet sur le financement des économies africaines s'est tenu le 18 mai à Paris ; les envois de fonds de la diaspora ont reculé de 12,5% en Afrique subsaharienne en 2020.

Nigéria : vers une disparition du taux de change officiel ? ; l'inflation recule pour la première fois depuis août 2019 ; les recettes de l'impôt sur les sociétés en hausse de 32,84% au premier trimestre ; mise en service du nouveau terminal polyvalent d'Onne (Etat de Rivers).

Ghana : la mission du FMI rend ses conclusions : si l'économie rebondit, des efforts de consolidation fiscale restent nécessaires ; la BIDC a accordé une facilité de crédit de 50 MUSD à la Consolidated Bank Ghana Limited (CBG).

LE CHIFFRE À RETENIR

2 599

C'est le nombre de films produits au Nigéria en 2020. Ce même chiffre était de 700 en 2019 et de 565 en 2018.

Régional

Le Sommet sur le financement des économies africaines s'est tenu le 18 mai à Paris.

[Le Sommet consacré à la relance économique du continent africain a réuni le Président français, 21 de ses homologues africains ainsi que les principales institutions financières internationales \(FMI, Banque Africaine de Développement, Union africaine\).](#) Le Sommet

avait pour objectif de lancer un « New Deal » africain pour relancer l'économie du continent après la pandémie de la Covid-19 ainsi que d'accélérer le déploiement des vaccins, avec l'ambition de vacciner 40% de la population africaine d'ici la fin 2021. Sur le plan financier, le besoin de financements de l'Afrique d'ici 2025 est estimé à 285 Mds USD par le FMI pour répondre au choc économique de la pandémie. Pour ce faire, l'outil de droits de tirages spéciaux (DTS) du FMI était au cœur des débats. L'émission globale de 650 Mds USD de DTS a été confirmée. L'Afrique devrait en bénéficier à hauteur 33 Mds USD, part que les participants au

Sommet espèrent monter à 100 Mds USD. Pour rappel, le taux de croissance moyen du continent attendrait 3,2% en 2021 selon les prévisions du FMI contre 6% pour le reste du monde. Par ailleurs, en marge du Sommet, le Président Emmanuel Macron a pu s'entretenir en bilatéral avec les Présidents nigérian Buhari et ghanéen Akufo-Addo.

Les envois de fonds de la diaspora ont reculé de 12,5% en Afrique subsaharienne en 2020.

[D'après la Banque mondiale, les envois de fonds de la diaspora ont reculé de 12,5% en Afrique subsaharienne en 2020.](#) Si l'on exclut le Nigéria, qui concentre 40% des flux de la région et pour lequel les transferts ont diminué de 28% à 16,8 Mds USD, les envois vers l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 2,3%. Alors que la Banque mondiale avait prédit une forte diminution des transferts de fonds en 2020, leur importance s'est accrue : leur montant vers les pays d'Afrique subsaharienne s'élève à 42 Mds USD et demeure plus important que les investissements directs à l'étranger (28 Mds USD selon la CNUCED) et que l'aide publique au développement (31 Mds USD selon l'OCDE) vers l'Afrique subsaharienne en 2020. Ainsi, le Ghana, second récipiendaire de ces envois dans la région après le Nigéria, voit ses transferts augmenter de 5% à 3,6 Mds USD. Malgré l'importance des transferts pour sa croissance économique, l'Afrique subsaharienne reste la région où ils sont le plus onéreux : le tarif moyen pour l'envoi de 200 USD s'établit à 8,5% en 2020, contre une moyenne mondiale de 6,8%.

Nigéria

Vers une disparition du taux de change officiel ?

[Suite au retrait de la page d'accueil du site internet de la Banque centrale du taux de change officiel de 379 NGN/USD, les analystes convergent pour indiquer que ce taux ne serait plus en vigueur au Nigéria.](#) Pour rappel, il avait été dévalué à deux reprises en 2020 pour répondre à la pression exercée sur la monnaie locale suite à la chute des cours du pétrole. Le taux de change officiel avait ainsi été fixé à 379 NGN/USD en août 2020. Celui-ci était notamment utilisé par les autorités nigérianes pour les prévisions budgétaires. Pour l'heure cependant, mis à part ce retrait du site internet, aucune annonce officielle n'a été effectuée par la CBN. Celle-ci pourrait communiquer à l'issue du prochain comité de politique monétaire qui devrait se tenir d'ici la fin du mois. La suppression du taux de change officiel, si elle venait à être confirmée, permettrait au Nigéria de faire un pas de plus vers l'unification des différentes fenêtres de change actuellement en place (taux officiel de 379 NGN/USD, taux *Investors and Exporters* de 411 NGN/USD et taux parallèle de 480 NGN/USD). Cette réforme fait partie des mesures poussées par le FMI et la Banque mondiale. Un prêt de 1,5 Md USD de cette dernière est d'ailleurs attendu depuis fin 2020, son décaissement étant suspendu à la réalisation

de certaines réformes structurelles dont l'harmonisation des taux de change.

L'inflation recule pour la première fois depuis août 2019.

[D'après les derniers chiffres du Bureau National des Statistiques \(NBS\), l'inflation s'est établie à 18,12% au mois d'avril 2021.](#) Cela représente 0,05 points de pourcentage de moins qu'en mars lorsqu'elle avait atteint 18,17%, son plus haut niveau depuis 2017. L'inflation recule ainsi pour la première fois au Nigéria depuis août 2019 après avoir enregistré dix-neuf mois consécutif de hausse. Cette baisse s'explique par le recul de l'inflation alimentaire qui est passée de 22,95% en mars à 22,72% en avril. Au contraire, l'inflation sous-jacente continue sa progression et se situe à 12,74% alors qu'elle était de 12,67% en mars. La progression des prix reste toujours plus importante dans les zones urbaines (18,68%) que dans les zones rurales (17,57%).

Les recettes de l'impôt sur les sociétés en hausse de 32,84% au premier trimestre.

[Selon les estimations du Bureau National des statistiques \(NBS\), le montant collecté par l'Etat fédéral nigérian grâce à l'impôt sur les sociétés est en hausse de 32,84% au premier trimestre 2021.](#) Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont en effet atteint 1,04 Md USD entre janvier et mars

2021 contre 780 MUSD au premier trimestre 2020. Sur l'ensemble de l'année 2020, l'impôt sur les sociétés a rapporté 3,7 Mds USD, soit une baisse de 13,35% par rapport à 2019 lorsque ce même chiffre s'était établi à 4,29 Mds USD, conséquence du ralentissement de l'activité économique suite à la pandémie de la Covid-19. Comme en 2019, le secteur des télécommunications est celui qui a généré le plus de recettes avec 475 MUSD. Viennent ensuite l'industrie et le secteur bancaire avec 264 MUSD et 254 MUSD respectivement. Pour rappel, dans le cadre du Budget 2021, l'exécutif avait présenté son projet de loi de finances 2020 qui intègre des baisses de taxes significatives visant à stimuler la croissance. Approuvée en décembre 2020, cette loi exempte d'impôts les sociétés avec un chiffre d'affaires inférieur à 65 970 USD et diminue le taux d'imposition à 20% pour celles dont le chiffre d'affaires est compris entre 65 970 USD et 263 868 USD.

Mise en service du nouveau terminal polyvalent d'Onne (Etat de Rivers).

[Le nouveau terminal polyvalent du port d'Onne \(Etat de Rivers\) a débuté ses opérations et accueille ses premiers navires à porte-conteneurs.](#) Ce terminal permet de doubler la capacité de traitement des conteneurs dans l'est du Nigéria. Un premier navire MSC Floriana a alors accosté au terminal et déchargé près de 1300 conteneurs, marquant alors l'aboutissement d'un an de préparatifs et

d'investissements. La société philippine International Container Terminal Services, Inc. est en charge de la gestion du port et a déjà investi 35 MUSD dans des équipements de pointe, des systèmes informatiques et la formation du personnel. Afin d'optimiser au mieux le terminal et qu'il devienne un catalyseur de croissance économique pour la région Sud-Est du Nigéria, de nouveaux investissements et travaux d'infrastructures sont prévus pour un montant total de 100 MUSD. Pour rappel, si les deux ports de Lagos (Apapa et Tincan Island) concentrent la moitié des activités maritimes du pays, ils sont suivis par le port d'Onne (36%) d'où s'exporte la grande majorité du pétrole brut nigérian.

Ghana

La mission du FMI rend ses conclusions : si l'économie rebondit, des efforts de consolidation fiscale restent nécessaires.

[La mission du FMI a mené des consultations dans le cadre de l'article IV et a rendu le 14 mai ses conclusions préliminaires.](#) Le Ghana a géré de manière efficace la crise sanitaire : si 93 000 cas et 780 morts ont été confirmés, le lancement de la vaccination de masse devrait permettre à quasiment un million de doses d'être administrées avant la fin de mois de mai.

L'impact sur l'économie a été sévère : le PIB réel a augmenté de 0,4% en 2020 contre 6,5% en 2019 – dû notamment à la baisse d'activités dans les industries extractives et un effondrement des activités de l'hôtellerie-restauration et de vente au détail – et l'inflation a rapidement dépassé les 10%. Cependant, les prévisions pour 2021 sont optimistes : la croissance du PIB est estimée à 4,8% et l'inflation a ralenti à 8,5% en avril 2021. Le budget ghanéen pour 2021 s'inscrit dans une démarche de consolidation fiscale, jugée essentielle alors que la dette publique est passée de 64,4% en 2019 à quasiment 80% du PIB en 2021. Le FMI estime que les politiques publiques ghanéennes pourraient continuer à se concentrer sur une plus forte mobilisation fiscale – estimée à 13% contre une moyenne de 20% dans la région – pour plus de dépenses sociales, de santé et de développement ainsi que sur la viabilité financière du secteur de l'énergie.

La BIDC a accordé une facilité de crédit de 50 MUSD à la Consolidated Bank Ghana Limited (CBG).

[La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO \(BIDC\) a accordé une facilité de crédit de 50 MUSD à la Consolidated Bank Ghana Limited \(CBG\) pour soutenir le développement des infrastructures routières au Ghana.](#) La BIDC est l'institution financière de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La BIDC

a déjà investi 2,8 Mds USD dans des projets de développement dans la Communauté. Cet investissement au Ghana doit contribuer à remédier au déficit d'infrastructures de transport dans la région, considéré comme un des obstacles principaux au commerce interrégional (qui ne s'élève qu'à 10% entre les pays de la CEDEAO). Cet investissement dans les infrastructures routières au Ghana permettra ainsi un rapprochement des économies, avec la liaison avec le Trans West African Highway qui reliera Dakar à Lagos et un désenclavement du Burkina Faso, du Mali et du Niger par un meilleur acheminement des biens produits au Ghana ou importés par le port de Tema. De plus, si le réseau routier ghanéen est le plus dense de la sous-région, le tiers des infrastructures est considéré en mauvaises conditions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abuja
Rédacteurs : Service économique régional d'Abuja, service économique d'Accra, antenne de Lagos

Pour s'abonner : heddie.moreno@dgtresor.gouv.fr